

Salaires : les syndicats mettent la pression sur le nouveau ministre

S'ils ont salué le maintien d'un ministère de plein exercice pour la fonction publique dans le nouveau gouvernement Borne, les syndicats de la fonction publique attendent désormais des actes concrets de la part de leur nouveau ministre, Stanislas Guerini. Principale urgence identifiée : la concrétisation du dégel de la valeur du point d'indice.

Des mesures importantes doivent être prises sans attendre pour le pouvoir d'achat des agents publics. C'est, en substance, ce qu'ont demandé les syndicats de la fonction publique au délégué général d'En Marche et nouveau ministre de la Transformation et de la Fonction publiques, Stanislas Guerini, après l'annonce de sa nomination vendredi 20 mai. Quelques jours auparavant, les organisations syndicales avaient déjà interpellé la nouvelle Première ministre Elisabeth Borne en réclamant une *"forte"* revalorisation du point d'indice *"dans les plus brefs délais"*.

Sans surprise, le maintien d'un ministère de plein exercice pour la fonction publique est salué par les représentants du personnel. C'est ainsi un *"premier signe"* selon l'UNSA Fonction publique qui *"veut y voir une forme de reconnaissance de l'engagement des agents publics"* durant la crise sanitaire *"en particulier"*.

À lire aussi :

Stanislas Guerini face au défi du pouvoir d'achat dans la fonction publique

Le maintien d'un ministère de plein exercice est *"bien une décision importante, après un quinquennat de casse méthodique de la fonction publique à travers la loi de transformation de la fonction publique et de démantèlement des services publics"*, ajoute Solidaires Fonction publique. Mais, ajoute l'organisation, le ministère doit désormais *"être à la hauteur de l'enjeu public"*: *"il importe surtout aujourd'hui que la fonction publique et les services publics soient enfin une priorité pour ce quinquennat, que des mesures concrètes soient prises et que la population et les agents publics ne soient plus sacrifiés"*.

"Plus de temps à perdre"

Toutes les réactions syndicales mettent donc en avant en particulier les questions salariales. Le gel du point d'indice *"est intolérable et injuste"* aux yeux de la CGT, selon qui *"les politiques d'austérité"*

menées depuis des décennies déstructurent les services et la fonction publique" et "doivent cesser immédiatement".

Il n'y a *"plus de temps à perdre pour les agents publics"*, lance ainsi la CFDT Fonctions publiques. *"La priorité c'est le pouvoir d'achat et la mise en œuvre – enfin – de la hausse annoncée de la valeur du point d'indice"*, développe l'organisation alors que cette revalorisation promise par Emmanuel Macron durant la campagne présidentielle doit être intégrée dans un projet de loi de finances rectificative que l'exécutif compte présenter après les élections législatives.

L'ampleur de la revalorisation prévue n'est pas encore connue pour autant. L'UNSA revendique ainsi une revalorisation de 10 % de ce point ainsi qu'un dispositif de *"réévaluation régulière des rémunérations des agents pour tenir compte de l'inflation qui risque de durer"*. Cette inflation, pour rappel, devrait dépasser les 5,5 % au mois de juin. La CFDT, de son côté, *"exige"* que ce dégel *"soit bien supérieur à 3 %"*, qu'il intervienne *"rapidement"* et qu'il *"s'accompagne de mesures d'urgences sur les grilles"*. Et d'abonder en expliquant que les *"attentes"* des agents *"ne se résument pas à l'urgence"* mais bien aussi à la structuration des rémunérations des agents publics. Un chantier qu'Emmanuel Macron a aussi promis d'engager.

Syndicats sur leur garde

"Maintenant le plus dur est devant nous", estime-t-on du côté de la Fédération autonome de la fonction publique (FA-FP) où l'on attend *"l'ouverture rapide d'un dialogue social"* et d'une négociation sur les rémunérations des agents publics. Des discussions qui devraient être très prochainement engagées par Stanislas Guerini.

À lire aussi :

Point d'indice, grilles, retraites... Élisabeth Borne déjà mise sous pression

Même souhait de dialogue du côté de la CGE-CGC qui se dit prête à discuter avec le nouveau ministre *"dans un état d'esprit constructif"* pour aboutir à des *"actes concrets"* en matière de pouvoir d'achat des agents publics mais aussi pour *"accompagner les agents dans toutes les évolutions à venir"*.

Si les attentes des organisations syndicales sont donc grandes après la nomination de Stanislas Guerini, plusieurs syndicats restent malgré tout sur leur garde. *"On jugera aux actes bien entendu et en particulier des sujets d'urgence comme la revalorisation du point, affirme Benoit Teste de la FSU. L'ancien animateur de LREM est proche du président. On ne peut pas dire qu'idéologiquement le statut ait leur faveur. Nous avons donc quand même beaucoup d'inquiétudes sur la politique qui pourrait être menée". "Espérons que notre nouveau ministre aura de véritables marges de manœuvre et de négociation pour le point d'indice et les carrières des fonctionnaires, dit*

ainsi Christian Grolier de Force Ouvrière. *Le ministre semble motivé par sa fonction, nous verrons bien...*"

LES DERNIÈRES ACTUALITÉS

PAR BASTIEN SCORDIA

23 mai 2022, 14:58, mis à jour le 23 mai 2022, 15:02